



NATIONS UNIES
COMORES



RAPPORT ANNUEL



2022



OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

AVANT-PROPOS	5
ÉQUIPE DE PAYS DES NATIONS UNIES AUX COMORES	7
PARTENAIRES CLÉS	9
LES COMORES EN BREF	10
CHAPITRE 1	13
PRINCIPAUX AXES DE DÉVELOPPEMENT DANS LE CONTEXTE NATIONAL ET RÉGIONAL	
CHAPITRE 2	15
SOUTIEN DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES AUX PRIORITÉS NATIONALES DE DÉVELOPPEMENT À TRAVERS LE PLAN-CADRE DE COOPÉRATION	
2.1. Aperçu des résultats clés du Plan-cadre de coopération	15
2.2. Priorités, réalisations et produits du Plan-cadre de coopération	18
2.3. Partenariats et financement du Programme 2030	43
2.4. Unis dans l'action: cohérence, efficacité et efficience des Nations Unies	45
2.5. Évaluations et leçons apprises	47
2.6. Aperçu financier et mobilisation des ressources	48
CHAPITRE 3	50
PRIORITÉS DE L'ÉQUIPE DE PAYS DES NATIONS UNIES POUR L'ANNÉE À VENIR	
SIGLES ET ABRÉVIATIONS	52

AVANT-PROPOS

C'est avec un grand plaisir que je partage avec vous le rapport annuel des résultats des Nations Unies de l'année 2022 en Union des Comores. Cette année 2022 marque le démarrage de la mise en œuvre du Plan-Cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable 2022-2026 signé avec le Gouvernement des Comores le 26 juillet 2021. Ce Plan-cadre marque l'avènement d'une nouvelle ère de coopération ; celle d'un partenariat pour le développement durable aligné aux priorités nationales telles que stipulées dans le Plan Comores Émergent 2030, et mis en œuvre par une équipe onusienne renforcée et unie dans l'action.

Ce cadre de coopération traduit ainsi l'engagement d'un système multilatéral plus transparent, plus redevable et axé sur les résultats. Par ce nouveau programme de développement, l'équipe de pays des Nations Unies conjugue ses efforts à ceux du Gouvernement, des partenaires nationaux et internationaux en vue de réduire les inégalités, de soutenir la durabilité environnementale, et de promouvoir la paix et la prospérité.

Dans cette perspective, notre collaboration avec le Gouvernement en 2022 a permis de soutenir les efforts de transformation économique du pays, dans un contexte de relèvement post-COVID. L'équipe de pays des Nations unies est fière d'avoir appuyé le pays à se doter de sa stratégie nationale mise en œuvre de l'Accord de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine, communément appelée ZLECAf ; un projet qui se veut être un levier favorable à la croissance économique des pays africains, notamment des Petits États insulaires en Développement comme les Comores. La mise en œuvre de cet accord, après sa ratification par le pouvoir législatif marque ainsi un premier pas dans la réduction des inégalités, en particulier celles qui touche les jeunes et les femmes et qui en seront les premiers bénéficiaires.

En réponse à la crise du secteur de l'éducation lourdement affecté par la pandémie COVID-19 ainsi que du cyclone Kenneth, la réforme des systèmes éducatifs a été une de nos priorités en 2022. Dans le cadre du sommet sur la transformation de l'éducation, le Système des Nations Unies a soutenu les différents exercices de consultations nationales, menés sous le leadership du Ministère de l'éducation et qui ont permis d'identifier les pistes de solutions présentées lors du Sommet sur la Transformation de l'Éducation, jetant ainsi les bases d'un réel engagement du pays à prendre des initiatives transformatrices du secteur de l'éducation.

Le Système des Nations Unies a également soutenu le Gouvernement dans la mise en œuvre de sa stratégie nationale de vaccination contre la COVID-19 à travers le déploiement de la facilité COVAX. Les Nations Unies ont ainsi fourni un soutien qui a permis au pays de vacciner plus de 70% des adolescent âgés de 12 à 17 ans en 2022, portant à 49% le taux de couverture vaccinale nationale ; un succès qui trouve son origine dans un engagement des

autorités nationales, et une approche communautaire qui a impliqué des femmes, des jeunes reporters, et des clubs d'adolescents pour une meilleure adhésion à la vaccination. Cette expérience nous démontre que lorsque l'on fait confiance aux communautés en les invitant à être actrices de développement, cela permet de surmonter la réticence à la vaccination. Aujourd'hui, les Comores font partie les 10 pays africains présentant les meilleurs taux de vaccination.

Enfin, l'appui coordonné de l'Équipe de pays a soutenu les Comores dans la disposition d'un arsenal législatif complet pour lutter contre la traite des personnes ; une condition préliminaire pour que les victimes de ce crime puissent obtenir justice. Aux modifications du Code pénal comorien et d'une loi sur la traite internationale des personnes entamées en 2021 avec l'appui des Nations Unies, s'est suivie la création d'une unité spéciale. Cette unité, unique en son genre, est chargée d'enquêter et de poursuivre les cas de traite de personnes. Les résultats de ces efforts se sont fait ressentir. Au mois de juillet 2022, une communication officielle du Gouvernement américain notifiait le pays de sa progression du niveau 3 au niveau 2 (sous observation) en ce qui concerne le minimum de standard pour l'élimination du trafic d'êtres humains. Ce passage en Tier 2 Watchlist, témoigne des efforts significatifs fournis par le Gouvernement pour répondre aux standards minimums, même s'ils ne sont pas encore atteints. Nous saluons cette progression et maintiendrons notre appui afin de ne pas perdre le cap.

Ce rapport annuel que nous réalisons chaque année nous tient à cœur. Il reflète les progrès réalisés par l'équipe de pays, en appui au Gouvernement, dans la réalisation des piliers Planète, Prospérité, Peuple et Paix du Programme de développement durable de l'ONU. Je ne saurais remercier nos partenaires techniques et financiers, basés aux Comores et au niveau global, qui nous ont soutenu tout au long de l'année 2022, et sans lesquels ces résultats n'auraient pu voir le jour.

Je vous invite à y découvrir plus en détails les résultats de notre action coordonnée pour répondre aux besoins de la population comorienne qui est notre principale bénéficiaire. Ce rapport annuel nous offre aussi l'occasion de rendre compte au Gouvernement et à tous nos partenaires, y compris à la population comorienne. Il nous permet aussi de retracer les défis qui ont jalonné cette première année de mise en œuvre du plan-cadre de coopération, afin de se projeter sur les futures interventions qui renforceront nos efforts conjoints de faire de l'Union des Comores une nation émergente qui ne laisse personne de côté.

Marahaba Mendji

François Batalingaya
Coordonnateur Résident
Système des Nations Unies en
Union Comores



Le *Giroflier* fait partie des plantes à parfums cultivées aux Comores et qui ont donné à l'archipel le nom des « îles aux parfums ». L'épice obtenue à partir des boutons floraux du *Giroflier* est ancrée dans la culture comorienne, et hisse encore aujourd'hui le pays parmi les principaux exportateurs au monde de clou de girofle.

Véritable source de revenus pour la population, en particulier les femmes, le clou de girofle est illustré dans ce rapport annuel. Ce choix est un hommage au patrimoine culturel comorien, et un rappel subtil à l'équilibre que l'homme doit maintenir avec la nature dont l'exploitation des ressources se doit d'être responsable, durable, et bénéficier à toute la population.



ÉQUIPE DE PAYS DES NATIONS UNIES AUX COMORES

21

AGENCES sous le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable 2022-2026

L'Équipe de pays des Nations Unies (UNCT) est composée des chefs des agences, fonds et programmes des Nations Unies actifs aux Comores. L'UNCT dirige la mise en œuvre du Plan-cadre de coopération pour le développement durable 2022-2026, signé par toutes les 21 entités onusiennes en 2021, tout en étant guidé par l'appui conseil du groupe Programme.

L'Équipe de pays fait également partie du comité de pilotage

qui assure, avec le Gouvernement, le leadership dans la mise en œuvre de l'approche « Unis dans l'action ».

Ainsi, les organismes des Nations Unies aux Comores travaillent conjointement avec le Gouvernement et les partenaires pour améliorer la vie et le bien-être des populations, réduire inégalités et soutenir la réalisation des objectifs de développement durable à l'horizon 2030.





AGENCES AVEC PERSONNEL DANS LE PAYS



AGENCES SANS PERSONNEL DANS LE PAYS



PARTENAIRES CLÉS

Les principaux partenaires de l'Équipe de pays des Nations Unies en Union des Comores dans la mise en œuvre du Plan-cadre de coopération sont le Gouvernement des Comores, à travers le Commissariat général au Plan, les ministères sectoriels, les institutions nationales, les organisations internationales de développement et de coopération internationale, les institutions financières, la société civile, le secteur privé, le milieu universitaire, et les médias.

Le Gouvernement co-préside, avec le Système des Nations Unies, le comité de pilotage du Plan-cadre de coopération, veillant ainsi à son alignement aux priorités nationales contenues dans le Plan Comores Émergent. L'Équipe de pays tient à remercier le Gouvernement des Comores pour sa confiance renouvelée au Système des Nations Unies. La mise en œuvre du Cadre de coopération a été également soutenu par les différentes contributions de fonds, agences et programmes de développement et de coopération internationale.

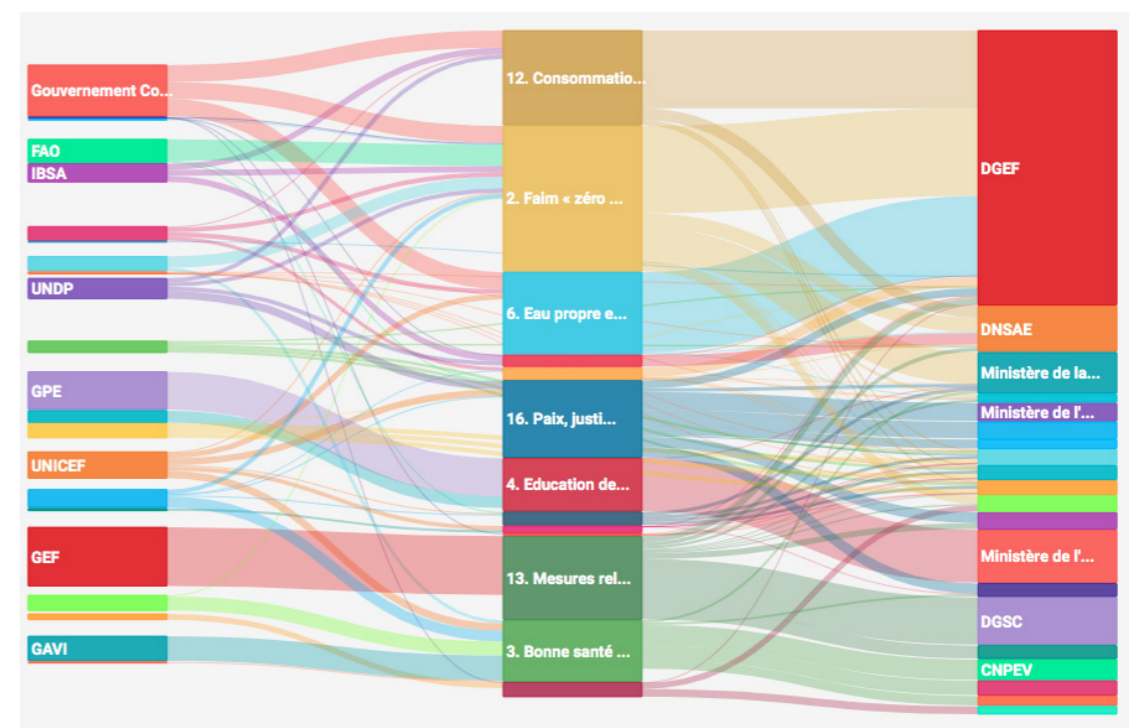
PAYS PARTENAIRES



ENTITÉS PARTENAIRES



Lien entre investissements, partenaires, et objectifs de développement durable



LES COMORES EN BREF :

L'archipel des Comores est situé dans l'océan Indien, à l'entrée nord du canal de Mozambique, entre Madagascar et la côte Est du continent Africain. Petit Etat insulaire en développement (PEID), l'archipel est constitué de quatre îles d'origine volcanique à savoir Ngazidja (Grande Comores), Mwali (Mohéli), Ndzuwani (Anjouan) et Maoré (Mayotte – sous administration française). Grâce à sa situation géographique stratégique, la richesse de sa biodiversité et son appartenance à des grands dispositifs d'intégration régionale (COMESA, SADC, COI), le pays possède de nombreux atouts à exploiter afin de devenir un nouveau pays émergent d'ici 2030.

AFRIQUE



Les Comores sont connues pour :



Premier producteur mondial d'Ylang-Ylang (70% de la production mondiale)



Top 5 des pays les plus densément peuplés d'Afrique



Le volcan Karthala, toujours en activité, dont la caldeira fait partie des plus grandes au monde



Population : 850 694 ¹

Femmes : **50,59%**
 Milieu urbain : **33,8%**
 Milieu rural : **66,2%**
 Jeunes de moins de 15 ans : **37,52**
 Densité : **407** habitants au KM²



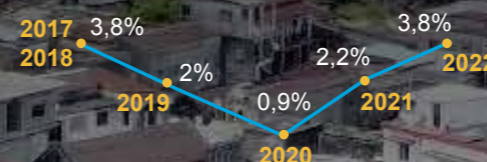
Santé

Enfants de moins de 5 ans : **30%** taux malnutrition chronique dont **15%** de taux d'insuffisance pondérale **2,7** médecins pour **10 000** habitants



Economie

Taux de croissance du PIB ² :



Population vivant dans l'extrême pauvreté : **30,4%**



Environnement

Perte de **90%** de la superficie forestière (1950 – 2016)
15% des espèces végétales disparues entre 2000 et 2006
158 indice de vulnérabilité au changement climatique

¹ Résumé des projections démographiques des Comores à partir des données du RGPH 2017, INSEED, Juillet 2022.
² Rapport annuel, Banque Centrale des Comores, 2021
³ Rapport du Fonds monétaire international n°22/32

01

PRINCIPAUX AXES DE DÉVELOPPEMENT DANS LE CONTEXTE NATIONAL ET RÉGIONAL

2022 est la première année de mise en œuvre du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable 2022-2026. Ce document stratégique entame l'avènement d'une nouvelle ère de développement qui repositionne le système de développement des Nations Unies en passant d'un cadre d'assistance à celui de coopération ; l'objectif étant d'assurer un soutien plus cohérent, responsable et efficace à l'atteinte des objectifs de développement durable à l'horizon 2030. Ce Plan-cadre de coopération est devenu, à partir de 2022, le principal instrument de programmation de tous les organismes onusiens aux Comores. Son alignement aux priorités nationales contenues dans le Plan Comores Émergent à l'horizon 2030 et le Plan de Développement Intérimaire 2020- 2024 a permis aux Nations Unies de soutenir le pays face aux différentes crises et des nouveaux besoins en développement.

L'économie comorienne a été fortement touchée par le Cyclone Kenneth de 2019 et la pandémie de COVID-19 en 2020, exposant le pays à deux chocs économiques en l'espace de deux ans. Dès 2021, les efforts entrepris par le pays et les partenaires au développement dont les Nations Unies, pour la vaccination de la population contre la COVID-19 ont favorisé la reprise des activités économiques alors que l'économie mondiale se relevait de la profonde récession connue en 2020. Une approche qui a donné un coup de pouce à la lutte contre la COVID-19 et à la relance économique via la construction d'une immunité de la population ; le pays souhaitant vacciner 60% de sa population. De 2% en 2019 à 0,2% en 2020, la croissance économique des Comores affiche une légère reprise affichant un taux de 2,2% en 2021.

Par ailleurs, depuis le début de la guerre en Ukraine en février 2022, le pays a fait face à une inflation galopante déclenchée par la hausse mondiale du prix des hydrocarbures. Le taux

d'inflation a atteint 18,2% entre novembre 2021 et novembre 2022 ; un niveau jamais égalé en six ans. Cette situation n'a pas été sans conséquence sur la situation politique marquée par des contestations politiques et civiles sur la cherté de la vie. Pour sortir de la crise politique qui secoue le pays depuis 2018 et permettre au pays d'organiser des prochaines élections apaisées en 2024, le Président Azali Assoumani a initié un dialogue national inter-comorien au mois de février, boycotté par l'opposition, gelant ainsi les efforts de consensus. Cette initiative a néanmoins donné lieu à plusieurs textes juridiques qui jettent les bases de la tenue des prochaines élections.

À partir du mois de juillet 2022, le pays a été également secoué par une vague de pénuries de produits de première nécessité, notamment de riz dit « ordinaire », qui a persisté jusqu'au mois de septembre. Une situation qui a mis de nombreux ménages, notamment les plus pauvres, dans un état d'insécurité alimentaire, alors que le pays souffre d'une économie peu diversifiée, dominée par le secteur informel, couplée à une dépendance aux importations et aux transferts de fonds de la diaspora.

Sur le plan continental, l'année 2022 a été marquée par des efforts tangibles dans le processus de ratification à l'Accord de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF). Sous le leadership du Président de l'Union, et l'appui du Système des Nations Unies, un cadre de concertation a été organisé avec des acteurs du secteur législatif, du public et du privé afin de trouver un consensus national sur l'opportunité que représente la ZLECAf pour l'émergence de l'archipel. Un exercice qui a eu lieu en amont de l'éventuelle présidence annoncée de l'Union Africaine par les Comores pour l'année 2023. Pour rappel, les Comores ont signé l'Accord sur la ZLECAF en 2018 mais ne l'avaient pas encore ratifié en 2022 car des inquiétudes, légitimes, prévalaient au niveau législatif et réglementaire.

02

SOUTIEN DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES AUX PRIORITÉS NATIONALES DE DÉVELOPPEMENT À TRAVERS LE PLAN-CADRE DE COOPÉRATION



2.1. Aperçu des résultats clés du Plan-cadre de coopération

Le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable 2022-2026 est le programme unique de l'Équipe de pays des Nations Unies pour accompagner l'Union des Comores dans la réalisation de l'Agenda 2030, de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, et de sa vision nationale de développement.

Afin de répondre au mieux aux aspirations de la population comorienne et de relever les défis majeurs du pays, le Plan-cadre de coopération est aligné aux priorités nationales inscrites dans le Plan Comores Émergent (PCE) 2020-2030 et le Plan de développement intérimaire (PDI) 2020-2024 ; des plans nationaux de développement.









Cette approche a permis d'identifier 4 priorités stratégiques autour desquelles les agences de l'Équipe de pays articulent leurs interventions de manière cohérente, coordonnée et complémentaire à travers le Plan-cadre de coopération. Chacune de ces priorités est liée aux piliers Planète, Peuple, Prospérité, Paix, et Partenariats⁴ qui illustrent la vision du changement soutenue par l'Équipe de pays des Nations Unies aux Comores.

La réalisation de ces priorités se manifestera à travers 4 résultats ou effets qui, une fois réalisés, apporteront la transformation dont le pays a besoin afin de réduire les inégalités, soutenir la durabilité environnementale, promouvoir la paix et la prospérité, et bâtir une Union des Comores qui ne laisse personne de côté.



Le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable 2022-2026 a été signé le 26 juillet 2021 entre le Système des Nations et le Gouvernement des Comores. Il est le programme commun de l'équipe de pays des Nations Unies aux Comores dans la réalisation de l'Agenda 2030 du développement durable, et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. L'élaboration du Plan-cadre de coopération est issue d'un processus participatif et inclusif qui a mobilisé les acteurs nationaux notamment les ministères, la société civile et le secteur privé, ainsi que les acteurs de développement présents dans le pays.

⁴ Le pilier Partenariats est considéré comme transversal aux 3 autres piliers.

PRIORITÉS NATIONALES DE DÉVELOPPEMENT	PILIERS DE L'AGENDA DE DÉVELOPPEMENT DURABLE	PRIORITÉS STRATÉGIQUES DES NATIONS UNIES	RÉSULTATS OU EFFETS	ODD	AGENCES CONTRIBUTRICES
<p>Promouvoir la durabilité environnementale</p>	 <p>PLANÈTE</p>	<p>PRIORITÉ STRATÉGIQUE 1 : Renforcement de la résilience écologique et de la gestion durable et intégrée des écosystèmes terrestres et marins ainsi que des biens et services écosystémiques.</p>	<p>RÉSULTAT 1 : D'ici 2026, les acteurs étatiques et non étatiques, la population comorienne, notamment les groupes les plus vulnérables, renforcent leur résilience face au changement climatique, aux catastrophes naturelles et aux crises et assurent une gestion durable et intégrée des écosystèmes terrestres et marins ainsi que des biens et services écosystémiques associés dans un contexte de promotion d'habitat durable à faible empreinte environnementale.</p>		<p>CEA, UNDRR, ONU HABITAT, UNCDF, UNESCO, FAO, PNUD, UNICEF, ONUDI, PAM, PNUE</p>
<p>Soutenir une croissance économique inclusive, créatrices d'emploi décents pour la jeunesse comorienne</p>	 <p>PROSPÉRITÉ</p>	<p>PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2 : Promotion d'une économie compétitive, moderne, résiliente et créatrice d'emplois décents grâce à une croissance forte, durable et inclusive.</p>	<p>RÉSULTAT 2 : D'ici 2026, la population comorienne, et notamment les plus vulnérables, jouit d'une prospérité partagée, bâtie sur une économie plus compétitive et inclusive, sur des partenariats publics-privés renouvelés, et dans une perspective de croissance durable tournée vers les secteurs d'avenir (économie verte, bleue et numérique).</p>		<p>CEA, FIDA, UNCDF, UNFPA, OIM, ONU HABITAT, ONUDI, PNUD, OIT, CNUCED</p>
<p>Réduire la pauvreté combinée aux inégalités et à la faiblesse des systèmes de santé et d'éducation</p>	 <p>PEUPLE</p>	<p>PRIORITÉ STRATÉGIQUE 3 : Valorisation du dividende démographique et promouvoir l'offre, la demande et l'utilisation inclusive et équitable de services sociaux de qualité par les populations, particulièrement les plus vulnérables.</p>	<p>RÉSULTAT 3 : D'ici 2026, la population comorienne particulièrement les plus vulnérables, tire profit du dividende démographique et utilise davantage de services adéquats, inclusifs, équitables, sensibles au genre, pérennes et de qualité de santé, de nutrition, d'éducation, de protection sociale, de prise en charge des victimes de violences.</p>		<p>OMS, UNFPA, OIM, OIT, ONUSIDA, UNESCO, UNICEF</p>
<p>Renforcer la participation des citoyens aux affaires publiques</p> <p>Promouvoir la gouvernance inclusive, l'État de droit et la redevabilité</p>	 <p>PAIX</p>	<p>PRIORITÉ STRATÉGIQUE 4 : Renforcement de l'État de droit, promouvoir les droits humains, consolider la démocratie et la paix ainsi que la cohésion sociale.</p>	<p>RÉSULTAT 4 : D'ici 2026, les institutions publiques sont plus inclusives, efficaces, redevables et résilientes et renforcent la participation citoyenne à la vie publique, la cohésion sociale, es droits de l'homme, l'égalité de genre et la démocratie.</p>		<p>CCI, OIT, OIM, UNFPA, ONUDI, ONUSIDA, ONU HABITAT, UNICEF, PNUD</p>

2.2. Priorités, réalisations et produits du Plan-cadre de coopération

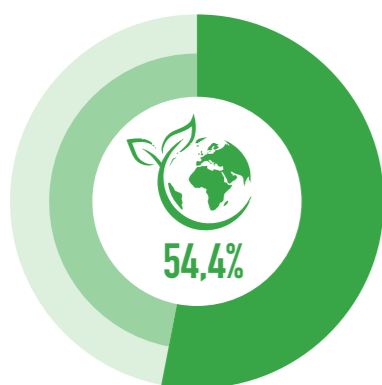


PRIORITÉ STRATÉGIQUE 1

Résilience écologique et durabilité environnementale

RÉSULTAT 1 :

D'ici 2026, les acteurs étatiques et non étatiques, la population comorienne, notamment les groupes les plus vulnérables, renforcent leur résilience face au changement climatique, aux catastrophes naturelles et aux crises et assurent une gestion durable et intégrée des écosystèmes terrestres et marins ainsi que des biens et services écosystémiques associés dans un contexte de promotion d'habitat durable à faible empreinte environnementale.



\$USD 11.484.930
PILIER PLANÈTE



RÉSULTATS CLÉS



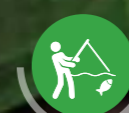
5 Nouveaux parcs nationaux créés qui classent ainsi **27%** de la superficie du territoire terrestre et **6%** des eaux territoriales marines en aires protégées



+ 71 000ha D'écosystèmes terrestres et marins soit une hausse de plus de **400%** entre 2020 et 2022 grâce aux efforts de conservation, de restauration et de protection



54 Écoles primaires ont bénéficié d'aménagement de points d'eau et de dispositifs de lavage des mains. Ce qui a permis une hausse de **15%** de l'offre de services d'approvisionnement en eau et d'hygiène dans les établissements scolaires publics



+de 200 Pêcheurs sensibilisés sur les enjeux de la pêche illicite et la sécurité en mer



31% Population couverte par les systèmes d'alerte précoce liés au climat et d'autres mesures de réduction des risques pour les aléas volcaniques, géophysiques et hydrométéorologiques contre **20%** en 2020



Food and Agriculture Organization of the United Nations

ONU HABITAT
POUR UN MEILLEUR AVENIR URBAIN



unicef
pour chaque enfant



LES COMMUNAUTÉS DE MWALI ENGAGÉES DANS LA PROTECTION DES TORTUES

« Aujourd'hui nous sommes juste venus surveiller les tortues qui ont pondu leurs œufs et s'assurer qu'elles rejoignent l'océan en toute sécurité. », indique **CHAMSE SAID MANSOIB**, chef de la patrouille et président d'une association pour le développement local sur l'île de Mwali. En face de lui, une tortue de mer tente protéger ses œufs des prédateurs en les recouvrant de sable avant de rejoindre la mer.

Depuis près de trois décennies, le Système des Nations Unies et ses partenaires accompagnent les Comores dans la protection et la conservation des ressources naturelles et des espèces menacées par les effets du changement climatique et la pression exercée par les communautés qui en dépendent.

L'archipel des Comores héberge des forêts classées parmi les 200 biomes mondiaux les plus importants, ainsi que des écosystèmes côtiers inclus dans les 43 régions marines

prioritaires de la planète, en raison de leur spécificité biologique. L'île de Mwali, comprend une exceptionnelle biodiversité d'importance régionale et mondiale, avec des taux d'endémisme étant particulièrement élevés parmi les différents groupes de flore et de faune, aussi bien terrestres que marins. L'île intégrera le réseau mondial des réserves de biosphère de l'UNESCO en 2020.

En 2001, les Nations Unies et ses partenaires ont soutenu les Comores dans la protection du Parc Marin de Mwali (PMM) ; ce qui a permis la création de la première aire protégée du pays et le début d'une gestion intégrée des ressources terrestre et marines qui, aujourd'hui, porte encore ses fruits. Cet accompagnement du PNUD et de l'UNESCO a placé les communautés au cœur de la solution avec le développement de l'éducation et de la sensibilisation environnementales, et la valorisation des services écosystémiques. En 2022, le pays comptabilise 71 792 ha d'écosystèmes terrestres et

marins, soit une hausse de plus de 400% depuis 2020, grâce aux efforts de conservation, de restauration et de protection des communautés soutenues par les Nations Unies.

« Nous protégeons les tortues par la sensibilisation, la surveillance et des patrouilles » précise **CHAMSE SAID MANSOIB**. Chaque année, l'île voit une hausse de 25% des nids de tortues de mer ; ce qui conduit à plus d'écotourisme, et à des ressources alternatives des communautés de pêcheurs.

Cette dynamique démontre la faisabilité et l'efficacité d'une gestion intégrée des zones protégées ; outil privilégié pour parvenir à un développement harmonieux des zones côtières et marines soucieux de l'environnement. Mais surtout, elle illustre la vision du pays à préserver l'environnement tout en soutenant l'économie bleue, et l'engagement des communautés à vivre en harmonie avec la nature.

Afin de souligner le rôle de première ligne des Petits États Insulaires en Développement, la Décennie des Nations Unies pour la restauration des écosystèmes a intégré les Comores parmi les 10 premiers Fleurons de la restauration mondiale en 2022. Des initiatives ambitieuses et transformatrices, telles que celles de Chamse Said sont promues afin de mettre en valeur les avantages considérables pouvant être obtenus lorsque des communautés redonnent vie à des espaces naturels dégradés.

En Mai 2022, les Nations Unies ont accompagné les Comores dans la création de 5 nouveaux parcs nationaux qui classent désormais 27% de la superficie du territoire terrestre et 6% des eaux territoriales marines en aires protégées.

[Retrouvez l'histoire de Chamse Said Mansoib](#)

La priorité stratégique retenue pour le pilier Planète vise à **renforcer la résilience écologique et de la gestion durable et intégrée des écosystèmes terrestres et marins ainsi que des biens et services écosystémiques.**

Ce pilier regroupe 4 domaines d'actions majeures pour accompagner une transition écologique affirmée tout en renforçant la résilience de la population dans un contexte de grande vulnérabilité face à des changements climatiques et aux risques des catastrophes qui touchent de façon disproportionnée les Petits Etats insulaires en Développement.

Dans la continuité des efforts de développement, et afin consolider les progrès réalisés du précédent cycle de programmation, 4 domaines d'action ont été maintenus

pour atteindre les résultats du pilier planète :

- Maintenir les efforts de planification et d'analyse pour l'extension des aires protégées marines et terrestres ;
- Soutenir les efforts liés à l'accès résilient et la gestion intégrée et sensible au genre de la ressource en eau sur l'ensemble des 3 îles, en plaçant une emphase particulière sur les mécanismes de gouvernance et de gestion de la ressource ainsi que sur les systèmes de surveillance climatique ;
- Établir des bases législatives solides en faveur de la transition énergétique ;
- Conforter les capacités de planification, intervention et coordination des acteurs de la GRD pour une réponse efficace et inclusive sur les divers risques auxquels le pays est confronté.

En 2022, l'appui des Nations Unies a ainsi porté sur le renforcement des capacités des institutions publiques et des communautés, dans leur résilience face au changement climatique, aux catastrophes naturelles et aux crises et la gestion durable et intégrée des écosystèmes terrestres et marins et des biens et services écosystémiques associés.

Les interventions réalisées de façon participative et inclusive, incluant les communautés et groupes vulnérables dont les femmes, ont permis de renforcer les mesures de gestion durable et de protection de la biodiversité; soutenir la restauration de la forêt naturelle et des mangroves; permettre la création de 5 nouveaux parcs nationaux; l'acquisition des connaissances scientifiques sur l'état de santé des récifs; l'appui à l'approvisionnement en eau et assainissement incluant la gouvernance du secteur de l'eau; la surveillance climatique; la promotion d'un cadre législatif et réglementaire propice au développement des énergies renouvelables; le renforcement des capacités en gestion des risques de catastrophes y compris les risques hydrométéorologiques.

En termes de progrès peuvent être mentionnés : l'augmentation de la superficie des écosystèmes forestiers, mangroves, récifs coralliens, herbiers marins, passant de 17 564.9 ha à 71 792 ha entre 2020 et 2022 ; l'accroissement de 9%, sur la période 2020- 2022, de l'abondance et la biomasse par unité de surface des ressources halieutiques herbivores et invertébrées ; l'augmentation de la proportion des structures sanitaires disposant des systèmes d'approvisionnement et des services d'hygiène et d'assainissement passant à 16% contre 10% en 2018 ; l'augmentation du nombre de solutions énergétiques innovantes appliquées pour accélérer la transition vers l'efficacité énergétique et les énergies propres qui passe de 0 à 4 entre 2020 et 2022 ; l'augmentation de plus de 10 points de pourcentage de la population couverte par les systèmes d'alerte précoce liés au climat et d'autres mesures de réduction des risques pour les aléas volcaniques, géophysiques et hydrométéorologiques, ce pourcentage passant de 20% à 31% entre 2020 et 2022.



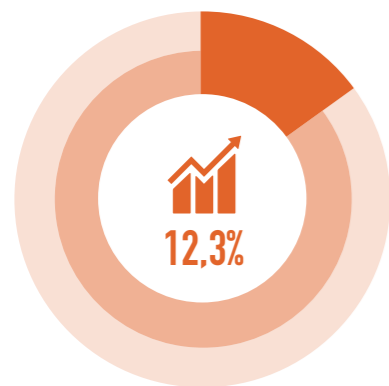


PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2

Croissance inclusive, emplois décents, et réduction des inégalités

RÉSULTAT 2 :

D'ici 2026, la population comorienne, et notamment les plus vulnérables, jouit d'une prospérité partagée, bâtie sur une économie plus compétitive et inclusive, sur des partenariats publics-privés renouvelés, et dans une perspective de croissance durable tournée vers les secteurs d'avenir (économie verte, bleue et numérique).



\$USD 2.233.697
PILIER PROSPÉRITÉ



RÉSULTATS CLÉS



100
Entreprises agricoles

sont passé d'une agriculture de subsistance à une entreprise commerciale grâce à l'appui financier apporté a **3** Centres Ruraux de Développement Économique (CRDE) pilotes (Diboini, Pomoni et Mibani). Ce qui entame une transition vers l'agro-business



21
Foires agricoles

organisées et animées par le CRDE de Hamalingo-Diboini en vue de faciliter l'écoulement de la production et d'introduire une culture de business et un système agricole compétitif



4.139
Paysans, dont 1.427 femmes

adoptent des techniques et technologies agricoles résilientes au climat



3
Centres de rachat de déchets plastiques installés sur l'île de Mwali

couplés à la réalisation d'une étude de faisabilité le développement d'un mécanisme financier de rachat de déchets plastiques. Cette initiative a jeté les bases d'un système de gestion intégrée des déchets qui polluent les océans et les zones d'intérêts écologiques de la réserve de Biosphère de l'île. C'est une bonne pratique susceptible d'être portée à l'échelle au niveau des autres îles pour une gestion intégrée des déchets sur tout le territoire



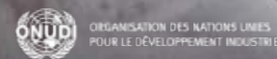
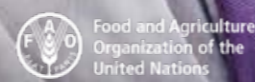
46
Entreprises

(dont 20 gérées par des femmes) accompagnées dans le développement et la mise en œuvre de leurs plans d'affaires



275
Femmes

intervenant dans la commercialisation des produits de pêche et la transformation des produits agricoles ont augmenté leurs revenus de 120% grâce à un appui matériel et une structuration en coopératives





UNE ZONE DE LIBRE-ÉCHANGE POUR UNE CROISSANCE QUI NE LAISSE PERSONNE DE CÔTÉ

« Je suis prête à tirer le meilleur parti de ce marché de libre-échange. J'espère surtout que la ZLECAf profitera aux femmes et permettra de réduire les inégalités aux Comores »
témoigne **ASNA** depuis son atelier de transformation de fruits et légumes situé à Moroni en Grande Comore. Cette jeune femme fait partie des bénéficiaires d'une série d'appuis des Nations Unies fournis aux entrepreneures pour faciliter leur appropriation de la Zone de Libre-Echange Continental Africain (ZLECAf) et soutenir l'entrepreneuriat.

Aux Comores, l'Équipe des Nations Unies, dirigée par le Coordonnateur résident François Batalingaya, a aidé les autorités nationales à faire avancer la ratification de l'Accord ZLECAf ; un marché dynamique de biens et

services innovants, dont plus de la moitié sont fournis par des femmes et des jeunes de moins de 30 ans.

Pour l'Équipe de pays, les accords régionaux doivent bénéficier avant tout aux populations et satisfaire les besoins de base nécessaires pour réaliser le bien-être de tous. Pour un pays dépendant fortement des importations comme les Comores, l'accord ZLECAf se dévoile comme un moteur de croissance, de développement durable et de réduction de la pauvreté. À ce titre, l'équipe de pays a soutenu les Comores dans la formulation de la stratégie nationale de mise en œuvre de la ZLECAf. Ce document, entre autres, identifie les conditions préalables à mettre en place pour que le pays tire le meilleur parti des avantages de l'Accord ZLECAf.

Ainsi, en juin 2022, un atelier de concertation sur la participation des Comores à la ZLECAf est organisé pour fournir au Gouvernement des conseils sur la conception d'une stratégie nationale et d'une feuille de route pour faciliter la ratification et l'entrée du gouvernement comorien dans ce qui devrait être la plus grande zone de libre-échange du monde. Plusieurs acteurs nationaux tels que les départements ministériels concernés, le secteur privé, les jeunes et femmes entrepreneurs tels que Asna ont bénéficié de cet accompagnement. Pour rappel, les Comores ont signé l'Accord sur la ZLECAf en 2018 mais ne l'avaient pas encore ratifié en 2022. Des inquiétudes, légitimes, prévalaient au niveau législatif et réglementaire.

Aujourd'hui, le pays est désormais doté d'une stratégie nationale de l'Accord ZLECAf dont la ratification est espérée à la prochaine session parlementaire du pays.

Ce soutien de l'Équipe de pays des Nations Unies s'inscrit dans le Plan-cadre de coopération 2022-2026 qui a intégré la ZLECAf comme un levier majeur de développement des économies nationale et régionale. Une approche qui ouvre également la voie à la réduction de la pauvreté et des inégalités avec la création d'emplois plus décentes créés par l'industrialisation et plus d'exportations, en particulier pour les jeunes et les femmes comme Asna.

La priorité stratégique fixée en ce qui concerne le pilier Prospérité est **la promotion d'une économie compétitive, moderne, résiliente et créatrice d'emplois décents, notamment pour les plus vulnérables, grâce à une croissance forte, durable et inclusive.**

L'appui fourni par l'Équipe de pays, en 2022, dans ces domaines liés à la prospérité, a concerné l'économie verte, bleue et numérique et a consisté au renforcement de la compétitivité économique, la croissance inclusive et le développement des partenariats public-privé dans une perspective de croissance durable. Les domaines d'interventions prioritaires ont touché les systèmes productifs et emplois décents, l'écosystème entrepreneurial, la compétitivité de l'économie- économie verte- économie circulaire, le système d'information sur l'emploi, l'entrepreneuriat et approche à haute intensité de main d'œuvre, ainsi que la digitalisation de l'économie. Les capacités des acteurs économiques, les femmes, les jeunes, les migrants et les acteurs des systèmes et des chaînes de valeurs agricoles et de la pêche ont été particulièrement renforcées dans ces domaines.

L'appui des Nations Unies a ainsi contribué à doubler de 1 à 2 du nombre de partenariats publics-privés mis en œuvre dans les secteurs clés de l'économie verte et bleue sur la période 2020 -2022 ; le renforcement du cadre légal, institutionnel,

politique et juridique favorable au développement de l'écosystème numérique avec l'adoption de la loi sur la cybersécurité et la lutte contre la cybercriminalité, et la loi sur les services de paiement et les prestataires des services des paiements sur la période 2020-2022 ; la disponibilité de la cartographie de l'écosystème entrepreneurial ; l'amélioration de l'accès aux opportunités économiques durables liées à l'économie circulaire et la valorisation des biens et services écosystémiques avec l'augmentation de 200 à 270 du nombre de personnes bénéficiant desdites opportunités sur la période 2019 – 2022.

Dans le domaine de l'agriculture et la pêche, l'identification et la structuration des acteurs potentiels ont été pressenti comme action urgente afin de donner plus d'impact et de résultats sur les actions de formation, de sensibilisation et d'appui matériels et techniques menée à l'endroit des intervenants de ces deux secteurs. Les bénéficiaires ont été dotés d'outils de travail et des formations sur des thématiques liées à l'amélioration de la production, la gestion des revenus et à leur sécurité.

Ces appuis ont contribué à atténuer les effets liés aux contraintes qui empêchent la stimulation de la croissance économique inclusive, pro-pauvre et créatrice d'emplois décents notamment pour la jeunesse comorienne.





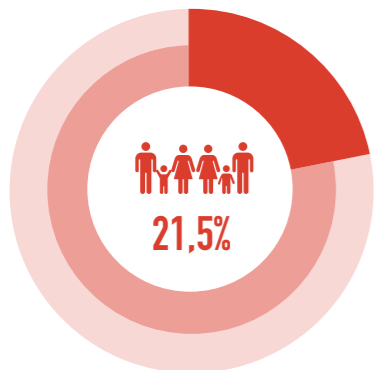
PRIORITÉ

STRATÉGIQUE 3

Accès aux services de base, protection sociale et lutte contre les violences

RÉSULTAT 3 :

D'ici 2026, la population comorienne particulièrement les plus vulnérables, tire profit du dividende démographique et utilise davantage de services adéquats, inclusifs, équitables, sensibles au genre, pérennes et de qualité de santé, de nutrition, d'éducation, de protection sociale, de prise en charge des victimes de violences.



\$USD 2.935.800
PILIER PEUPLE



RÉSULTATS CLÉS



98%

De taux de guérison COVID-19

qui illustre une maîtrise de la pandémie et les premières retombées des efforts d'immunisation



Top 10⁵

Des pays africains

avec les meilleurs taux couverture vaccinale (49% pour les Comores)



100%

Des districts

répondent désormais aux 3 normes SPHERE pour la gestion de la malnutrition aiguë sévère



627

Enfants, jeunes et femmes victimes de violences

bénéficiaires d'une prise en charge holistique



0

Cas autochtone de paludisme

au niveau de Ndzuwani et Mwali. Le pays tend progressivement vers l'élimination de la maladie



60%

Des maternités

ont été mises aux normes des Soins Obstétricaux et Néonataux d'Urgence de Base (SONUB)



2800

Bénéficiaires

de soins de santé maternelle de proximité à travers la Clinique mobile de Mwali. Une avancée dans la réduction de la mortalité de la mère et de l'enfant



80%

Des cas de maladies

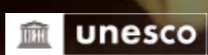
à potentiel épidémique déclarées, y compris la COVID-19



Organisation mondiale de la Santé



unicef
pour chaque enfant



5 49% de couverture en Décembre 2022



ENGAGER LES JEUNES ET LES FEMMES DANS LA LUTTE CONTRE LA COVID-19

« J'ai pu à moi seule toucher près de 500 personnes dans mon village. J'en tire beaucoup de fierté, d'autant plus que c'est la première fois que je participe à ce genre de campagne », confie **Moina Houssoit Said Mzé**, âgée de 17 ans fait partie de la première fournée de 140 jeunes reporters formés sur la conduite de séances de sensibilisation dans les communautés pour la promotion de la vaccination COVID-19 avec un ciblage spécifique sur les parents et les adolescents.

Depuis 2021, les Comores ont vu le déploiement de la facilité COVAX à travers laquelle le SNU, a fourni un soutien en ressources humaines, matérielles et financières dans la vaccination contre la COVID-19. Les efforts conjoints des Nations Unies et du Gouvernement des Comores ont permis

de vacciner 71,6% des jeunes âgés de 12 à 17 ans, entre avril 2021 et septembre 2022. Un score qui a permis au pays d'avoir une couverture vaccinale nationale de 48%, le faisant ainsi figurer parmi le Top 10 des pays africains affichant les meilleurs taux de vaccination en 2022.

À l'origine de ce succès se trouvent des actions de communication et d'engagement communautaire, co-dirigées par l'OMS et l'UNICEF, qui ont permis d'impliquer près de 200 femmes, 140 jeunes reporters comme Moina, et 200 membres des clubs des adolescents dans la promotion de la vaccination des jeunes et le dépistage précoce. Les sessions de sensibilisation menées par les jeunes reporters dans les différentes localités dans le cadre de la campagne de vaccination des adolescents ont suscité beaucoup

d'engouement auprès de leur pairs, les jeunes.

En effet, à travers des portes à portes et des causeries dans les places publiques, ils ont pu sensibiliser des jeunes de leur âge ainsi que leurs parents sur l'importance de cette vaccination.

« *Contrairement aux appréhensions que nous avons, on a été très bien reçu dans les familles lors des portes à portes.* » confie **Moina Houssoit**.

Les femmes leaders des associations féminines locales ont été particulièrement mobilisées sur l'engagement communautaire, la prévention de la COVID-19 et la promotion de la vaccination. Ces séances ont eu pour objectif de rappeler l'importance du rôle de la femme dans le domaine

de la santé en générale et dans la lutte contre la Covid-19 en particulier. « *Elles vont aussi s'assurer que leurs enfants et leurs proches présentent un schéma vaccinal complet dans le cadre de la vaccination* », souligne le consultant international de l'OMS pour la CREC **Monsieur Sié Ahmed Barro**.

L'impact de la vaccination et d'une meilleure prise en charge se sont fait rapidement ressentir. Dès le mois de juin 2021, le pays a vu une diminution des cas graves de COVID-19 ainsi que du taux de létalité. Sur toute l'année 2022, il n'y a eu qu'un seul décès enregistré en janvier, et depuis février 2022 tous les cas de COVID-19 sont traités à domicile témoignant de leur non gravité. Une réussite pour le pays qui a accru ces capacités à vacciner une grande tranche de sa population et à afficher 98% de taux de guérison contre la COVID-19.

La priorité stratégique retenue pour le pilier Peuple est la **valorisation du dividende démographique et la promotion de l'offre, de la demande et de l'utilisation inclusive et équitable de services sociaux de qualité pour les populations, particulièrement les plus vulnérables.**

Ainsi, au titre de l'année 2022, l'appui du SNU a porté sur l'offre des services de santé, de nutrition, d'éducation, de protection sociale, de prévention des violences, de prise en charge des victimes de violences en vue d'améliorer la qualité de ces services et de les rendre adéquats, inclusifs, équitables, sensibles au genre, et pérennes.

Les domaines concernés ont touché les politiques et cadres normatifs ; les services essentiels de santé, l'éducation et la formation ; la protection sociale et lutte contre les violences faites aux enfants et aux femmes ; la coordination et pilotage des systèmes et politiques sociales dont la gestion des données et des innovations.



Dans le domaine de la santé, cet appui a contribué à améliorer la qualité des maternités dont celles mises aux normes SONUB représentent 60% en 2022 ; augmenter la déclaration des cas de maladies à potentiel épidémique qui passe à désormais à 80% en 2022 contre moins de 50% en 2020 ; renforcer l'investigation des flambées par les équipes d'intervention rapide (EIR) dans les districts, d'où une hausse de 80% d'investigations en 2022 contre 0 en 2020 ; la généralisation de la mise aux normes SPHERE des districts pour la gestion de la malnutrition aiguë sévère (guéri/par défaut/décès), la proportion de ces districts aux normes passant de 78% en 2022 à 100% en 2022 ; le renforcement des notifications et des audits des décès maternels notifiés et audités dont la proportion passe dorénavant de 5% à 36% entre 2020 et 2022 ; l'amélioration des capacités des structures de santé dans la gestion de cas de COVID-19 ainsi que dans la prévention et le contrôle des infections (PCI) avec une nette augmentation des médecins formés dans ces thématiques dont le nombre s'élève à 21 en 2022 contre 0 en 2020.

Dans les domaines de l'éducation et de la formation, les capacités pédagogiques et personnelles du personnel enseignant (hommes et femmes) dans les thématiques de la résilience, des Technologies de l'Information et de la Communication en Education (TICE) et dans l'utilisation des nouveaux manuels au niveau des cycles préscolaire et primaire ont été amélioré, passant de 58% à 82% entre 2020 et 2022. Des kits scolaires sont acquis pour les enseignants et les élèves du niveau primaire soit 3 500 enseignants et 36 000 élèves, ce qui renforce la promotion des acquis scolaires, y compris les apprentissages dans le préscolaire.

Dans la lutte contre les violences, une attention particulière a été portée sur les victimes de traite des personnes. Les efforts nationaux du pays ou en finir avec cette atrocité a été soutenue par l'Équipe de pays. Une brigade nationale de lutte contre la traite des personnes a été mise en place et a permis la prise en charge de 15 victimes de traites. Par ailleurs 47 acteurs, y compris des agents de cette brigade, ont été formés sur l'identification et la prise en charge des victimes de traite. En ce qui concerne les violences faites aux femmes et aux enfants, les capacités en matière de protection sociale et de lutte contre les violences ont été améliorées 25 personnes formées dans ces domaines ; une première depuis deux ans. Une avancée importante face à la hausse des du nombre de victimes à prendre en charge 627 en 2022 contre 500 en 2020. Il est aussi à noter la prise en charge de 113 filles victimes de violences qui ont bénéficié du dispositif national d'appui à la réinsertion socioéconomique (réintégration dans le système scolaire ou formations en couture, pâtisserie et restauration qui permettent l'auto-emploi).



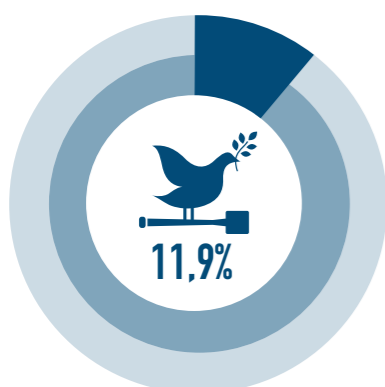


PRIORITÉ STRATÉGIQUE 4

Gouvernance, Sécurité et Droits de l'Homme

RÉSULTAT 4 :

D'ici à 2026, les institutions publiques sont plus inclusives, efficaces, redevables et résilientes et renforcent la participation citoyenne à la vie publique, la cohésion sociale, les droits de l'homme, l'égalité de genre et la démocratie.



\$USD 445.021
PILIER PAIX



RÉSULTATS CLÉS



68

Agents aux frontières

formés et disposant de mécanismes et outils nécessaires permettant au pays d'améliorer ses capacités de contrôle des frontières



54

Communes

de l'Union des Comores sensibilisées sur les bénéfices de l'enregistrement des faits d'état civil



113

Survivantes

de violences basées sur le genre ont bénéficié d'un paquet complet pour leur insertion scolaire ou professionnelle



63

Clubs d'adolescents

ont été formés pour sensibiliser leurs pairs et promouvoir le dialogue dans leurs communautés sur l'égalité des sexes et le mariage des enfants





LES SERVICES D'ÉCOUTE ET DE PROTECTION AU CŒUR DE LA PRISE EN CHARGE DES VICTIMES DE VIOLENCES

« Je l'ai suivi à l'intérieur de la maison. Je ne savais pas qu'il allait me violer ». À seulement 13 ans, **Mariama** a été agressée sexuellement par un voisin lorsqu'elle rentrait de l'école. Neuf mois plus tard, alors qu'elle était toujours une enfant elle-même, elle est devenue mère d'une petite fille.

Aux Comores, près de 17% des femmes ont subi au moins une fois des violences et plus de 30 % des filles sont mariées alors qu'elles sont encore enfants. Leur prise en charge, à travers les services d'écoute et de protection, est primordiale pour aider les survivantes à se relever et à bâtir une vie après

l'agression. « Ma tante avait entendu parler du centre par une amie et m'y a amenée », **explique** Mariama qui bénéficiera ensuite d'une aide médicale et juridique. Le service d'écoute et de protection a également effectué le suivi de son dossier au tribunal après l'arrestation de son agresseur.

En 2022, l'appui des Nations Unies, à travers l'UNICEF et l'UNFPA, a permis à 114 survivantes de violences basées sur le genre de bénéficier d'un paquet complet pour leur insertion scolaire ou professionnelle. Les Nations Unies et ses partenaires soutiennent les services d'écoute en proposant

des services de soins obstétricaux et de contraception, des soins post-viol et des dépistages d'infections sexuellement transmissibles, ainsi qu'une orientation vers les hôpitaux. Un.e psychologue est également disponible pour aider les femmes et les filles quittées par leur conjoint, qui sont désormais seules à s'occuper de leur famille.

À ce titre, un programme de réinsertion sociale et économique pour les filles-mères comme Mariama a été instauré pour éviter l'exclusion et la précarité. Des survivantes ont pu reprendre un cursus scolaire normal, et même apprendre un

métier dans le domaine de la pâtisserie, de la restauration et de la couture.

« Nous essayons de sensibiliser les communautés pour que ces jeunes filles, déjà victimes de violence ne soient en plus victime de discrimination. A travers le projet de réinsertion professionnelle, nous voulons faire en sorte que ces filles ne tombent pas dans la précarité et qu'elles puissent vivre dignement » **déclare Zaharati Madi**, Responsable du service d'écoute et de protection des enfants et femmes victimes de violences de Mwali.

Pour le pilier Paix, la priorité stratégique repose sur le **renforcement de l'État de droit, la promotion des droits humains, la consolidation de la démocratie et de la paix ainsi que de la cohésion sociale. L'appui apporté par l'équipe de pays a ainsi touché la promotion de l'Etat de droit, l'égalité de Genre, la prévention et la gestion des conflits, l'appui aux systèmes de gestion du développement (planification, programmation, budgétisation et suivi-évaluation), les droits humains, l'accès à la justice, ainsi que le développement et la gestion d'accord de partenariats stratégiques.**

L'appui a visé le renforcement des capacités des institutions et acteurs dans la gouvernance incluant la participation citoyenne à la vie publique, la cohésion sociale, les droits de l'homme, l'égalité de genre.

Cet appui a contribué, entre autres, à l'adoption de nouveaux projets de lois et textes d'application de transposition des conventions/traités internationaux dans le droit national relatif aux droits humains ; l'amélioration des capacités de contrôle des frontières avec 68 agents aux frontières formés et disposant de mécanismes et outils nécessaires en 2022, contre 40 en 2019 ; la mise en place de nouveaux mécanismes et outils de résolution de conflits au niveau national et local, dont le nombre passe de 1 à 5 sur la période 2020-2022; l'accroissement des capacités du système statistique national à produire les données sur les indicateurs des cibles priorisées des ODD dont le pourcentage de ceux effectivement renseignés passe de 46% à 55% sur la période 2018-2022 ; la mise en place effective du cadre national de financement intégré (CNFI) qui est désormais opérationnel; l'amélioration des capacités des institutions non étatiques en matière de participation citoyenne (le nombre de celles dotées de moyens techniques et technologiques nécessaires s'élève à 17 en 2022 contre 0 en 2020) ; l'amélioration des capacités des institutions publiques et des organisations non étatiques à la gestion des conflits, la proportion des cas de conflits ayant fait l'objet d'interventions et résolus passant de 66,67 % en 2015 à 71,8% en 2022 ; l'amélioration des capacités des organisations publiques et celles de la société civile à lutter contre la violence domestique, la stigmatisation et d'autres formes de discrimination liées au COVID-19, le nombre de ces organisations passant de 0 en 2020 à 6 en 2022 ; le développement d'un accord de partenariat entre l'Union des Chambre de Commerce et l'Agence Comorienne de la Coopération Internationale pour soutenir la mobilisation des ressources en vue de la mise en œuvre des objectifs

de développement nationaux et des ODD.

Cet appui a permis de parvenir entre autres aux résultats suivants : 1 nouveau Service d'écoute et de protection des enfants et femmes victimes des violences mis en place à Mitsamiouli, au niveau de l'île de la Grande Comores ; 76 survivantes de VBG ont reçu une assistance dont 67 ont bénéficié un paquet pour leur insertion scolaire et 09 une formation professionnelle dans le domaine de couture ; 113 survivantes de VBG ont bénéficié d'une assistance, 67 ont bénéficié d'une insertion scolaire et, 46 ont bénéficié d'une insertion professionnelle dont 38 dans le domaine de couture et 8 pâtisseries ; 10 dialogues intergénérationnels entre chefs traditionnels, religieux et adolescents/jeunes réalisés ; L'État s'est doté d'un mécanisme pour l'élaboration des Rapports des organes conventionnels régionaux et internationaux, d'un mécanisme d'élaboration des Rapports des organes conventionnels régionaux et internationaux; Comité Interministériel d'élaboration des Rapports et de Suivi (CIMERS) de l'EPU mis en place ; Le CIMERS dispose des capacités techniques requises pour la mise en œuvre des recommandations de l'EPU, conformément aux directives des Nations Unies en la matière ; La Société Civile est en mesure de participer activement dans la mise en œuvre des recommandations de l'EPU ; Plateforme/ portail intégré des données multisectorielles développée ; 5 plateformes sectorielles (Santé, Education, Commerce/ Douanes, DAD/PIP, Comores info) mises à jour ; la stratégie nationale de financement intégré disponible ; le plan d'action national de la Commission Tripartite (Ministère du Travail, MODEC et CTTC) disponible ; 54 communes de l'Union des Comores sensibilisées sur les bénéfices de l'enregistrement des faits d'état civil ; 16 Comités de Veille et d'alerte de Violence Basée sur le Genre fonctionnels au niveau des communes ; la stratégie nationale de coopération internationale disponible ; la disponibilité du document "Profil Genre Pays".

Ces progrès ont contribué à réduire les effets liés aux risques identifiés par le CCA, qui sont associés à : une participation des citoyens aux affaires publiques faible, un État de droit fragilisé, des faibles capacités des administrations publiques, une faible représentation des femmes dans les instances de décision locales et nationales et des faibles chances d'atteindre les ODD en 2030 liées notamment à l'insuffisance des ressources financières et aux lacunes du système statistique national.



Progrès réalisés par rapport à la promesse de « ne laisser personne pour de côté » :

La mise en œuvre du Plan-Cadre de Coopération 2022-2026 à partir de 2022 vient consolider les efforts que l'Équipe de Pays des Nations Unies déploie depuis le cycle programmatique précédent en matière de lutte contre les violences basées sur le genre et contre les enfants. Ainsi, elle a poursuivi son appui dans ce domaine pour maintenir le fonctionnement du mécanisme de plaintes mis en place au niveau des centres d'écoute placés dans les 3 îles ; et, ce avec la tenue de la publication d'un bulletin d'informations périodique spécifique.

La crise engendrée par le COVID-19, et exacerbée par la guerre en Ukraine, a touché tous les aspects de la société. Elle a exposé au grand jour le degré d'exclusion que connaissent les membres les plus marginalisés et oubliés de nos sociétés. Il s'agit ici d'exclusion des jeunes, des femmes et de toutes les personnes discriminées sur la base de leur handicap ou de leur état de santé. Pourtant, le Secrétaire général António Guterres note que « *l'avenir nous offre une occasion sans pareil de concevoir et de bâtir des sociétés plus inclusives et plus accessibles et d'atteindre ainsi les Objectifs de développement durable.* ». À ce titre, l'Équipe de pays a fait de l'inclusion le fil conducteur de ses actions avec le Gouvernement comorien, avec un accent particulier sur les plus vulnérables afin de ne laisser personne de côté.

■ SANTÉ POUR TOUS

Le partenariat renforcé entre le Gouvernement et les Nations Unies, pave la route à l'élimination de maladies et des problèmes de santé publique qui touchent les plus vulnérables, tels que la lèpre, le paludisme, la tuberculose, et le VIH/SIDA. Sur ce dernier point, en 2022, tous les enfants nés de mère séropositive sont sains. Aux Comores, en 2021, 100% des femmes enceintes séropositives ont été mises

sous ARV et ont bénéficié d'un programme de prévention et de la transmission de la mère à l'enfant ; elles ont toutes donné naissance à des enfants sains.

D'ici à 2025, les Nations Unies accompagnent le pays dans sa vision d'atteindre l'objectif zéro nouvelle infection chez les nourrissons nés de mère séropositive, 75 % de femmes enceintes doivent connaître leur statut sérologique et 75 % de réduction du nombre de nouvelles infections par rapport à celui de 2020. Le succès de la stratégie des Comores visant à lutter contre la transmission du VIH de la mère à l'enfant repose sur un engagement fort des autorités sanitaires et devrait permettre au pays d'atteindre prochainement les objectifs d'élimination de la maladie. Le pays compte à ce jour 85 personnes vivant avec le VIH ; elles sont toutes sous traitement.

■ L'INCLUSION UNE QUESTION DE DIGNITÉ

Les efforts d'inclusion, l'Équipe de pays l'applique d'abord au système onusien afin de mieux remplir sa mission et de mieux représenter les communautés au service desquelles les Nations Unies œuvrent. Alors que les personnes handicapées sont tenues à l'écart du marché du travail, le Secrétaire général António Guterres a lancé en 2019 la Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap, déclarant que l'ONU devait montrer l'exemple et améliorer les normes et les résultats de l'organisation en matière d'inclusion du handicap – dans tous ses domaines d'action, du siège au terrain.

Ahmed Mmadi, originaire de l'île de Ngazidja, est un jeune en situation de handicap et entrepreneur dans le domaine de la menuiserie. Afin de relever les défis du développement des jeunes de manière durable, avec un impact sur les plans économique, social et environnemental, l'UNFPA a soutenu la participation d'Ahmed Mmadi au Sommet Youth Connct Africa 2022 au Rwanda. Il a également pu exposer ses oeuvres pendant les journées « *Portes Ouvertes* » de 2022.



2.3. Partenariats et financement du Programme 2030

L'année 2022 marque un tournant dans l'appui des Nations Unies aux partenariats et au financement de la mise en œuvre des ODD. Elle a permis de jeter les bases de la réorientation des priorités nationales en termes de structuration des partenariats et du financement du développement dans le contexte post-COVID.

La mise en œuvre du Plan Comores Emergent (2020-2030) était soutenue par un Plan de Développement Intérimaire 2020-2024. Avec l'impact de la COVID, il était nécessaire de redéfinir les priorités. C'est en ce sens que l'Équipe de pays a appuyé l'Etat comorien, en partenariat avec l'Union Européenne, à redéfinir les priorités nationales de développement à travers la réalisation d'une étude d'impact de la COVID-19 aux Comores. Les conclusions de cette étude ont permis la réalisation du Plan de relance post-COVID 2022 – 2026 qui redéfinit les priorités nationales de développement et la réalisation des ODD pour la période 2022-2026. L'Équipe de pays a aussi appuyé la réalisation d'une évaluation rapide de l'impact de la guerre Russo-Ukrainienne sur le secteur de l'énergie aux Comores et une étude de l'impact socioéconomique de la crise énergétique dans le cadre du soutien au développement de la réponse nationale face au choc énergétique.

Par ailleurs, les Nations Unies, en partenariat avec l'Union Européenne, ont appuyé le pays à structurer les partenariats clés pour la mobilisation des ressources en faveur de la réalisation des ODD et des priorités nationales de développement. Cet appui s'est inscrit en trois volets :

- **L'appui** à l'élaboration de la stratégie de financement du développement de l'Union des Comores à l'horizon 2030 afin de permettre une concertation systématique autour des projets d'investissement prioritaires, des financements nécessaires et des politiques publiques adéquates;
- **L'appui** à la mise en place d'un Cadre National de Financement Intégré (CNFI) dont la première réunion du Comité de Surveillance de la mise en place du CNFI s'est tenue le 10 juin 2022 ; l'objectif du CNFI étant de fédérer les différentes sources de financements autour d'une stratégie unifiée, en appui au Plan Comores Émergent afin d'atteindre les priorités nationales de développement et les ODD ;
- **La participation** du Système des Nations Unies dans la gouvernance du CNFI en ce sens que si le Comité de Surveillance du CNFI est présidé par le ministre des Finances, le PNUD et de l'Union Européenne en sont les deux vice-présidents.

Dans le même ordre d'idées, le Système des Nations Unies, mandaté par le Forum des partenaires au développement

(FPaD) de l'Union des Comores, présidé par le Coordonnateur Résident, a mené un plaidoyer constant pour la mise en place d'un espace de dialogue et de coordination entre les partenaires et la partie nationale. Ce plaidoyer a abouti à l'adoption du décret présidentiel du 02 décembre relatif au Dispositif de suivi de la mise en œuvre du PCE. Le dispositif se base sur la création de Groupes Thématiques de Dialogues co-présidés par un Ministre et un Partenaire au développement.

Par ailleurs, l'Équipe de pays a lancé et maintenu en 2022 des partenariats innovants qui vont permettre de faire progresser la mise en œuvre du Programme 2030 et des ODD :

- **Le lancement** d'une deuxième clinique mobile pour renforcer les interventions en termes de santé sexuelle et reproductive de proximité en faveur de la population locale, en partenariat avec Japon ;
- **Le lancement** d'un projet de modernisation de l'état civil en partenariat avec la France ;
- **L'appui** à l'organisation des Etats Généraux des Statistiques afin de faire un bilan et de proposer des recommandations pour reformes le secteur ;
- **Les échanges** et les renforcement des capacités nécessaires à la création d'une plateforme numérique de partage et de diffusion des données afin de permettre une prise de décision basée sur des évidence ;
- **L'organisation** d'une session de dialogue social tripartite de haut niveau sur une transition juste vers une économie bleue inclusive et créatrice d'emplois.

Enfin, l'Équipe de pays a appuyé les renforcement des capacités nationales à nouer, plus largement, des partenariats stratégiques. C'est dans ce cadre que s'inscrit l'appui à l'élaboration de la stratégie nationale de coopération. A travers le PNUD, l'UNICEF et l'UNFPA, l'Équipe de pays appuie l'Agence Comorienne de Coopération Internationale (ACCI) dans la promotion de la coopération Sud-Sud triangulaires pour la mise en œuvre du Programme 2030 et les ODD.



2.4. Unis dans l'action : cohérence, efficacité et efficience des Nations Unies

2022 est la première année de mise en œuvre du cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable 2022-2026. Elle constitue aussi la première année de travail de l'Équipe de pays reconfigurée, passant de 14 à 21 agences coordonnant leur action à travers le Plan-cadre de coopération.

19 des 21 agences composant l'Équipe de pays ont contribué à la réalisation du Plan-cadre de coopération dès cette première année. Il s'agit des organismes suivants : la CEA, la CNUCED, la FAO, le FIDA, l'OIM, l'OIT, l'OMS, l'ONUDI, l'ONU-HABITAT, le PAM, le PNUD, le PNUE, l'UNDESA, l'UNDRR, l'UNESCO, l'UNFPA, l'UNICEF, l'UNODC. Le HCR et l'OHCHR, deux agences non-signataires du cadre de coopération se sont jointes à cette dynamique.

Le choix de la cohérence et de l'efficience se base sur une mise en œuvre du Plan-cadre de coopération 2022-2026 à travers un plan de travail annuel conjoint, signés avec le gouvernement et à partir duquel découlent la planification opérationnelle des agences. Dans le même ordre d'idées, l'Équipe de pays des Nations Unies a mené trois projets conjoints regroupant dix agences résidentes et non-résidentes. Elle a aussi institué un mécanisme de coordination inter-agence préalable pour préparer la réponse commune du SNU aux demandes d'appui techniques ou financier de la partie nationale.

Les organismes inscrits dans un processus d'élaboration de programmes ou stratégie de coopération ont cherché à s'aligner et à s'inscrire dans le Plan-cadre de coopération 2022-2026. Il en est ainsi de l'OMS qui élabore sa Stratégie de Coopération 2022 – 2026 ou encore ONU FEMMES qui a consulté l'Équipe de pays dans l'élaboration de sa stratégie régionale.

Une autre illustration du travail commun concerne l'utilisation des moyens des Nations Unies au niveau régional et mondial, notamment, à travers l'appui apprécié du Bureau Afrique de la Coordination des Activités de Développement en termes de partage d'expérience entre bureaux. D'une part, les formations et les réunions d'échanges entre les Bureaux des Coordonnateurs Résidents ont contribué au renforcement des capacités de l'équipe de pays. D'autre part, cet exercice a permis à l'Équipe de pays des Nations Unies aux Comores de partager son expérience et ses bonnes pratiques à deux reprises en 2022.

Sur le plan politique, l'Équipe de Pays sous le leadership du Coordonnateur Résident a réalisé les actions de plaidoyers suivantes :

- **Plaidoyer** pour la préparation nationale à la ratification

de l'accord instituant la ZLECAF ;

- **Plaidoyer** pour la mise en place effective de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement notamment la mise en place d'un dispositif national de coordination de la gestion du développement ;
- **Plaidoyer** pour le renforcement de la cohésion sociale, le respect de l'Etat de droit et des droits humains dans le contexte du Dialogue Intercomorien tenu au premier trimestre 2022.

Sur la gestion des ressources opérationnelles : l'Équipe de Pays a continué à mutualiser ses ressources pour la gestion efficace et efficiente des services communs à travers le Groupe des opérations – Operational Management Team (OMT). Toutes les agences ont honoré leurs engagements dans l'esprit de « *One UN/Unis dans l'action* » en contribuant au budget de l'équipe de gestion des opérations du Système des Nations Unies dans l'objectif de disposer des services communs de qualité et accessibles (la sécurité, l'électricité, le gardiennage, le nettoyage, entretien des groupes électrogènes, l'UN médical Clinic).

Dans ce cadre de la gestion des services communs, le comité de gestion de l'UN médical Clinic a organisé, en 2022, un sondage de satisfaction des usagers (staffs et dépendants) sur les prestations de la clinique. Cette enquête a fait ressortir que 94,4% des staffs et dépendants ont fréquenté l'UN Clinic et que 82% des usagers qui l'ont fréquenté sont satisfaits des services offerts.

Ce résultat montre la contribution effective au bien être des staffs et leurs dépendants.



Cette mutualisation des ressources a permis à l'Équipe de Pays des Nations de maintenir la cohérence, l'efficacité et l'efficience des actions communes ou inter-agences. La gestion de ces opérations communes s'inscrit dans le Business Operations Strategy (BOS) adoptée par l'Équipe de Pays. En matière de gestion budgétaire, l'Équipe de Pays continue à s'engager dans la réalisation des gains d'efficience en dégagant une économie de 7,8% dans le budget de 2023 par rapport à celui de l'année 2022.

Sur la communication d'une seule voix : En 2022, le Groupe de communication conjointe – United Nations Communications Group (UNCG) - a bénéficié d'un nouveau souffle de coordination avec l'organisation de sa première retraite annuelle. Un exercice qui a permis de poser le cadre de l'unité dans la communication pour les cinq prochaines années à venir à travers l'élaboration de la stratégie de communication qui accompagne la mise en œuvre du Plan-cadre de coopération 2022-2026. Cette stratégie de communication a pour objectif principal de « renforcer l'image et la réputation des Nations Unies aux Comores, en appui à la mise en œuvre du Cadre de coopération 2022-2026, et des principes énoncés dans l'unité dans la communication ». Chaque année, cette stratégie est mise en œuvre à travers un plan de travail annuel qui décline les activités conjointes mises en œuvre parallèlement au Plan-cadre de coopération, dans l'optique de renforcer la communication sur les résultats ; améliorer la compréhension du mandat, du

rôle du SNU dans les efforts de développement des Comores ; renforcer le positionnement du SNU en tant que partenaire incontournable de développement et promouvoir une image unifiée, cohérente et coordonnée de l'Équipe de pays.

C'est en ce sens que les activités conjointes phares de l'année ont permis de rapprocher les Nations Unies aux bénéficiaires de leur action. L'année 2022 a permis de pérenniser la journée *Portes Ouvertes*, organisée à l'occasion de la Journée des Nations Unies, après une première édition réussie en 2021. Le renforcement des relations avec la presse (partenaire incontournable de développement) s'est matérialisé à travers les « Café médias » ; un rendez-vous bimensuel qui permet à l'Équipe de pays d'échanger avec le monde de la presse sur une thématique majeure de l'action conjointes des Nations Unies. Cette initiative a permis aux médias d'être mieux informés sur les réalisations de l'organisation et de vulgariser les mandats des organismes onusiens aux Comores. Enfin, la Newsletter « *Ylang Info* » a produit des numéros réguliers, constituant un pont entre l'Équipe de pays et les partenaires, le Gouvernement, et la population.

Le financement du plan de travail UNCG pour l'année 2022 s'est réalisé à travers un fonds conjoint qui a collecté les différentes contributions financières des agences pour la réalisation des objectifs de communication avec l'appui du Bureau du Coordonnateur Résident.

2.5. Évaluations et leçons apprises

Le nouveau cycle de programmation vient de commencer avec le démarrage, en 2022, de la mise en œuvre du Plan-cadre de coopération 2022-2026 dont l'élaboration a tenu compte des recommandations et des leçons apprises de l'évaluation finale de l'UNDAF 2015-2021. Cette dernière avait relevé des faiblesses dans la programmation conjointe, le fonctionnement des groupes résultats et des groupes thématiques, le suivi et la communication sur les résultats ainsi que sur les partenariats avec les autres partenaires techniques et financiers (PTF).

À cet égard, l'Équipe de pays des Nations fournit des efforts, d'une part pour renforcer le travail conjoint entre les agences du SNU par le suivi régulier à travers le Program Management Team (PMT) de la mise en place des plans de travail annuels des groupes thématiques conjointes et

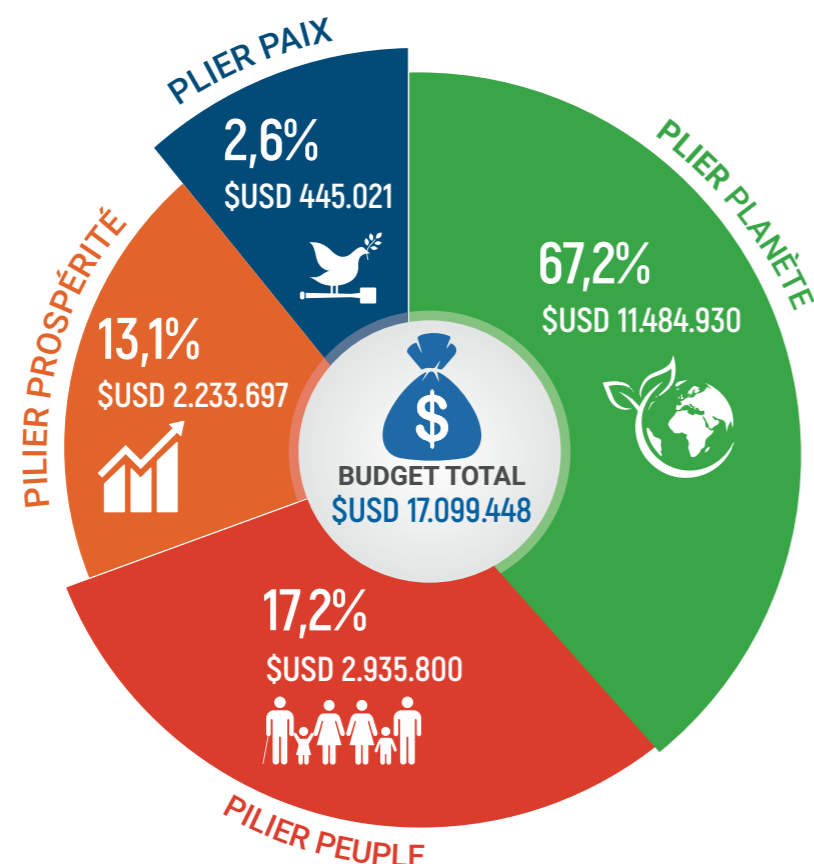
d'autre part redynamiser les groupes de résultats. Aussi, elle renforce davantage le partenariat avec le Pays à toutes les étapes du processus de mise en œuvre du cadre de coopération 2022- 2026 notamment dans les processus de revues annuelles et de programmation dont les résultats sont validés par le comité de pilotage conjoint élargi à tous les partenaires avant la signature conjointe des plans de travail annuels.

En matière de communication et d'information des résultats l'Équipe de Pays des Nations Unies tient beaucoup à la régularité de la mise à jour de IMS (Information Management System) de la plateforme UN INFO, la publication de la Newsletter. Elle se conforme aux directives du présent rapport annuel sur les résultats.

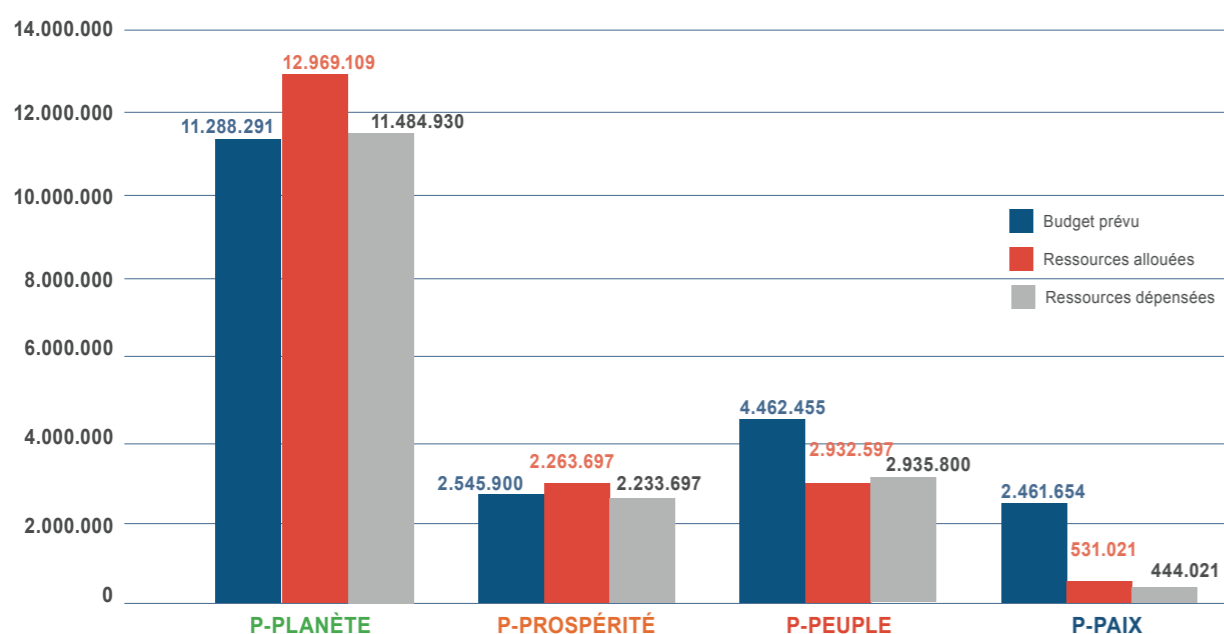


2.6. Aperçu financier et mobilisation des ressources

2.6.1. Aperçu financier



Budget - ressources allouées - dépensés (\$USD)



La mise en œuvre du Plan-cadre de coopération en 2022 a nécessité une allocation totale de \$USD 18 696 424 dont \$USD 17 099 448 USD ont été effectivement dépensés, ce qui porte le taux d'exécution financière à 91%. Ce niveau

d'exécution reconferme la bonne image que le SNU a su conserver en termes de décaissement bien que les quatre piliers ne soient pas au même niveau, le pilier paix affichant un relatif faible taux de décaissement.

PILIER	BUDGET PRÉVU (\$USD)	RESSOURCES ALLOUÉES (\$USD)	RESSOURCES DÉPENSÉES (\$USD)	RESSOURCES DÉPENSÉES (%)	TAUX EXÉCUTION FINANCIÈRE (%)
PLANÈTE	11 288 291	12 969 109	11 484 930	67,2	89
PROSPÉRITÉ	2 545 900	2 263 697	2 233 697	13,1	99
PEUPLE	4 462 455	2 932 597	2 935 800	17,2	100
PAIX	2 461 654	531 021	445 021	2,6	84
TOTAL	20 758 300	18 696 424	17 099 448	100,0	91

Sources : Agences des Nations Unies

L'examen de la structure du financement utilisé pour la mise en œuvre du plan-cadre de coopération reconferme la prédominance du pilier planète en matière de financement

utilisé en 2022 avec l'absorption des deux tiers du total dépensé au titre de cette première année du nouveau cycle programmatique.

2.6.2. Mobilisation des ressources et qualité des financements

L'ÉVENTAIL DE PARTENAIRES DE FINANCEMENT

Le partenariat est au cœur de l'action des Nations Unies. Et pourtant, il est à noter qu'il y a très peu de partenaires techniques et financiers basés aux Comores. Le pays abrite huit ambassades (Afrique du Sud, Arabie Saoudite, Chine, Emirats Arabes Unis, France, Lybie, Tanzanie et Maroc) dont une seule d'un Etat membre de l'OCDE, la France. Il compte très peu d'organisations de coopération internationale (l'Union Européenne, l'Agence Française de Développement, le Corps de la Paix) et très peu d'ONG internationales (Croix Rouge Française, Caritas, OXFAM).

En 2022, les Nations Unies ont travaillé avec une dizaine de partenaires de financement :

- La Banque Mondiale, l'Union Européenne, l'Ambassade de France, l'AFD, la KOICA, la JICA et GAVI ;
- Le GEF et JSDGF auprès desquelles elles ont mobilisé des ressources ;
- L'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences (ALECSO) et l'Organisation du Monde Islamique pour l'Education, les Sciences et la Culture (ICESCO) avec lesquelles elles ont conjointement appuyé des initiatives gouvernementales.

LE FINANCEMENT SUR PLUSIEURS ANNÉES ET À COURT TERME

À l'issue du processus initial de budgétisation, le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable 2022 – 2026 est évalué à \$USD 310 930 312 dont \$USD 157 527 312 projetés comme disponibles et \$USD 153 403 000 à mobiliser. L'objectif moyen annuel de mobilisation des ressources est évalué à un peu plus de 30 millions de dollars.

Le déficit de financement présente un enjeu majeur pour la réalisation des résultats. Pour y faire face, l'Équipe de pays des Nations Unies s'est dotée d'une stratégie de mobilisation des ressources et de partenariat 2022 - 2026. Plusieurs contacts sont établis avec des potentiels partenaires de financement. Le défi reste la mobilisation suffisante des ressources et à temps.

03

PRIORITÉS DE L'ÉQUIPE DE PAYS DES NATIONS UNIES POUR L'ANNÉE À VENIR

Le Comité de pilotage du cadre de coopération, composé du Gouvernement et de l'Équipe de pays, aura pour tâche principale de définir les orientations générales pour assurer une mise en œuvre réussie du Plan-cadre de coopération ainsi qu'un suivi pertinent et régulier des activités pour 2023.

À cet effet, et en vue d'une programmation annuelle répondant aux priorités nationales et en lien avec les priorités stratégiques du Plan-cadre de coopération, un processus de revue de la mise en œuvre des plans de travail 2022 et de programmation pour 2023 sera conduit entre le Système des Nations Unies et le Gouvernement à travers le Commissariat général au Plan. Les résultats de ces travaux seront présentés à la réunion ordinaire du Comité de Pilotage Conjoint du Plan-Cadre de coopération, et feront office de boussole dans la mise en œuvre des grands chantiers de l'année 2023. Quatre nouveaux plans de travail en découleront (un pour chacun des piliers Planète, Prospérité, Peuple et Paix), le pilier Partenariats étant transversal.

Ces plans de travail sont alignés aux priorités nationales de développement mises en exergue dans le Plan Comores Emergent 2030 adopté par le Gouvernement en vue de réaliser les Objectifs de Développement Durable et l'Agenda 2063 de l'Union Africaine.

Les travaux préliminaires réalisés lors des différentes revues à mi-parcours permettent déjà de noter une priorisation dans l'accès à l'eau potable ; la lutte contre la dégradation des écosystèmes terrestres et marins et la résilience urbaine ; le soutien à l'emploi des jeunes, avec notamment, l'élaboration d'un nouveau Programme pays pour le travail décent, la promotion du commerce en ligne, la transition vers une économie bleue, l'amélioration de la base de productivité agricole ou encore l'appui à la mise en œuvre de la ZLECAF ; l'accompagnement du pays dans la réforme et le renforcement des capacités du Système de Santé dans le contexte post-COVID ; la lutte contre les violences faites aux femmes et filles ; la réforme du système éducatif et la mise en œuvre des engagements pris au Sommet sur la Transformation de l'Éducation, y compris l'accueil des enfants vivant avec handicap.

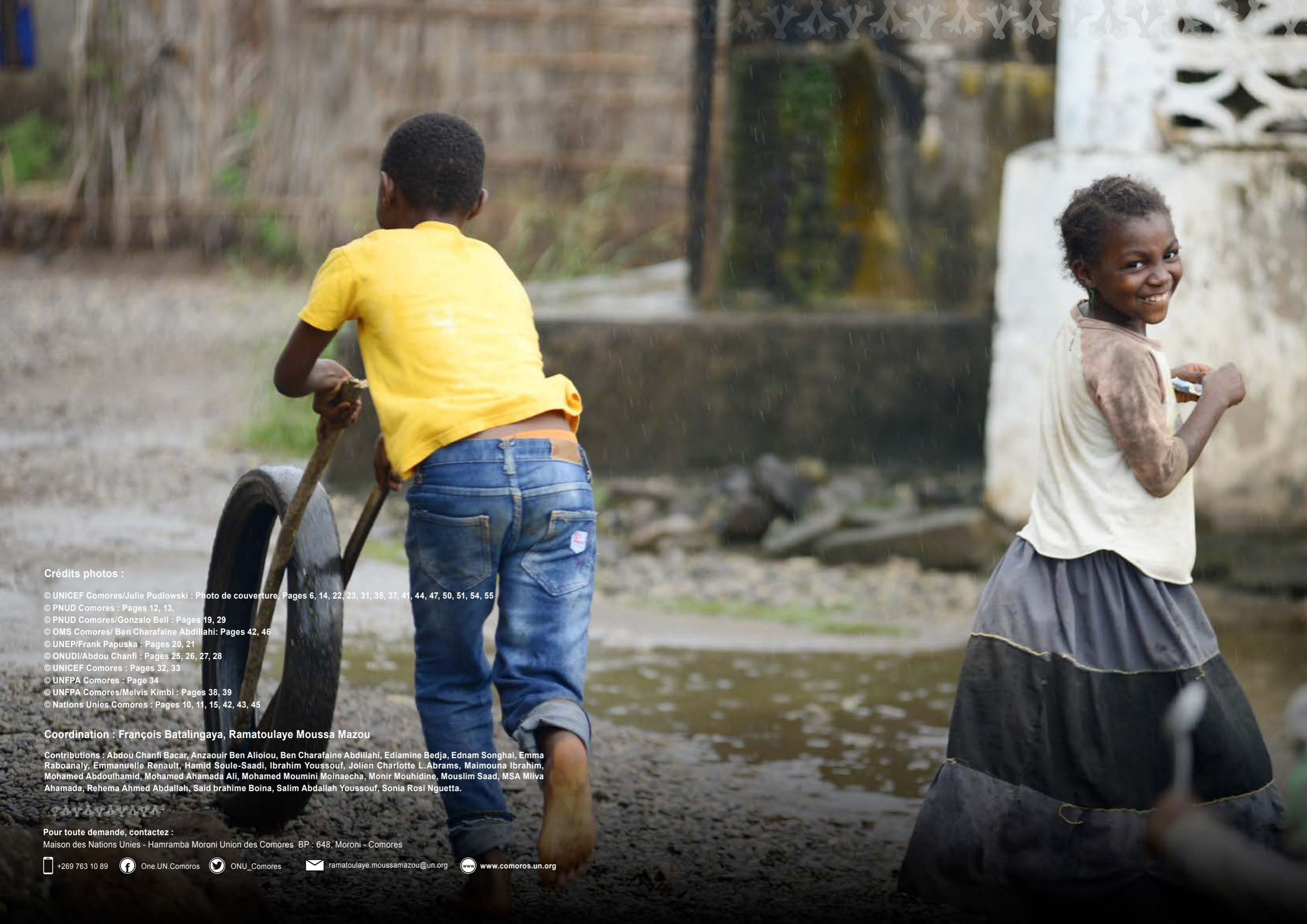
En 2023, les Nations Unies apporteront un appui particulier au renforcement des capacités nationales à prendre des décisions basées sur les évidences, notamment à travers le renforcement du système statistique, la réalisation de l'Examen National Volontaire sur les ODD ou encore le soutien à la modernisation du système d'état civil.



SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ACCI	Agence Comorienne de Coopération Internationale
AFD	Agence Française de Développement
AFD	Agence Française de Développement
ALECSO	Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences
ALESCO	Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences
CCI	Centre de Commerce international
BCP	Bilan Commun Pays
BOS	Business Operations Strategy
CCA	Common Country Analysis
CEA	Commission Economique pour l'Afrique
CIMERS	Comité Interministériel d'élaboration des Rapports et de Suivi
CNFI	Cadre national de financement intégré
CNUCED	Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement
COI	Commission de l'Océan Indien
COMESA	Common Market for Eastern and Southern Africa (COMESA)
COVID	Coronavirus
CRDE	Centres Ruraux de Développement Économique
CRENAS	Centre de Récupération et d'Education Nutritionnelle en ambulatoire sévère
CRENI	Centre de Récupération et d'Education Nutritionnelle en interne
CTTC	Confédération des Travailleurs et Travailleuses Comoriens
DAD	Plate forme de gestion de l'aide publique au développement
EIR	Equipes d'intervention rapide
EPU	Examen Périodique Universel
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FPaD	Forum des partenaires au développement
GAVI	Alliance pour le Vaccin
HCR	Haut Commissariat des Réfugiés
ICESCO	Organisation du Monde Islamique pour l'Education, les Sciences et la Culture
ITC	United States International Trade Commission
JICA	Agence Japonaise de Coopération Internationale
JSDGF	Fonds Conjoint des Nations Unies pour les ODD
KOICA	Agence Coréenne de Coopération Internationale
MEN	Ministère de l'Education Nationale
MODEC	Mouvement des Entreprises Comoriennes

OCDE	Organisation de la Coopération et du Développement Economique
ODD	Objectifs de Développement Durables
OHCHR	Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
OIT	Organisation Internationale du Travail
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONU-DI	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
ONU-HABITAT	Programme des Nations unies pour les établissements humains
OXFAM	Oxford Committee for Relief Famine, une ONG
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PCE	Plan Comores Émergent
PCI	Prévention et le contrôle des infections
PEID	Petit Etat Insulaire en Développement
PIB	Produit Intérieur Brut
PIP	Programme d'investissement public
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
RSU	Registre social unique
SADC	Southern African Development Community
SNU	Système des Nations Unies
SONUB	normes SONUB
SPHERE	normes SPHERE des districts pour la gestion de la malnutrition aiguë sévère (guéri/par défaut/décès)
TICE	Technologies de l'Information et de la Communication en Education
UN	United Nations
UNCT	Équipe de pays des Nations Unies
UNDAF	United Nations Development Assistance Framework
UNDESA	United Nations Development Economic and Social Affairs
UNDRR	LIEN_HYPERTEXTE " https://www.undrr.org/ "Bureau des Nations Unies pour la Réduction des Risques de Catastrophe
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la science et la culture
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNODC	Office des Nations Unies Contre les Drogues et le Crime
UNSDCF	United Nations Sustainable Development Cooperation Framework
USD	United States Dollar
VBG	Violence Basée sur le Genre
ZLECAF	Zone de Libre-Échange Continentale Africaine



Crédits photos :

© UNICEF Comores/Julie Pudlowski : Photo de couverture, Pages 6, 14, 22, 23, 31, 35, 37, 41, 44, 47, 50, 51, 54, 55
© PNUD Comores : Pages 12, 13,
© PNUD Comores/Gonzalo Bell : Pages 19, 29
© OMS Comores/ Ben Charafaine Abdillahi: Pages 42, 46
© UNEP/Frank Papuska : Pages 20, 21
© ONUDI/Abdou Chanfi : Pages 25, 26, 27, 28
© UNICEF Comores : Pages 32, 33
© UNFPA Comores : Page 34
© UNFPA Comores/Melvis Kimbi : Pages 38, 39
© Nations Unies Comores : Pages 10, 11, 15, 42, 43, 45

Coordination : François Batingaya, Ramatoulaye Moussa Mazou

Contributions : Abdou Chanfi Bacar, Anzaouir Ben Alioïou, Ben Charafaine Abdillahi, Ediamine Bedja, Ednam Songhai, Emma Raboanaly, Emmanuelle Renault, Hamid Soule-Saadi, Ibrahim Youssouf, Jolien Charlotte L.Abrams, Maimouna Ibrahim, Mohamed Abdoulhamid, Mohamed Ahamada Ali, Mohamed Moumini Moïnaecha, Monir Mouhidine, Mouslim Saad, MSA Mliwa Ahamada, Rehema Ahmed Abdallah, Said brahime Boina, Salim Abdallah Youssouf, Sonia Rosi Nguetta.



Pour toute demande, contactez :

Maison des Nations Unies - Hamramba Moroni Union des Comores BP : 648, Moroni - Comores

+269 763 10 89  One.UN.Comoros  ONU_Comores  ramatoulaye.moussamazou@un.org  www.comoros.un.org



NATIONS UNIES
COMORES

